

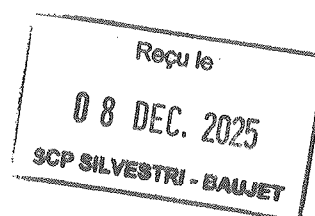


**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Cette décision a été signée électroniquement.



WHS

**TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE BORDEAUX  
PROCEDURES COLLECTIVES**

**JUGEMENT DE CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF**

N° RG 23/04988

N° Portalis DBX6-W-B7H-X6UX

**JUGEMENT**

**DU 05 Décembre 2025**

**AFFAIRE :**

**Stéphanie LAPLANCHE  
épouse CHARLIER**

**COMPOSITION DU TRIBUNAL :**

Lors du délibéré :

Madame Angélique QUESNEL, Présidente,  
Madame Marie WALAZYC, Assesseur,  
Monsieur Pierre GUILLOUT, Assesseur,

Madame Christelle SENTENAC, Greffier

**DEBATS :**

À l'audience en Chambre du Conseil du 07 Novembre 2025 sur rapport  
de **Madame Angélique QUESNEL** conformément aux dispositions de  
l'article 805 du Code de Procédure Civile.

**JUGEMENT:**

par mise à disposition au greffe, en premier ressort

**ENTRE :**

**S.C.P. SILVESTRI BAUJET**

prise en la personne de Me Jean-Denis SILVESTRI  
23 rue Chai des Farines

33000 BORDEAUX

comparant en la personne de Paul-Antoine SILVESTRI

**ET:**

**Madame Stéphanie LAPLANCHE épouse CHARLIER**

Profession : Enseignement de la conduite

72 avenue Austin Conte

33560 CARBON-BLANC

**SIRET : 519 895 031 00036**

Entrepreneur individuel

comparante

Copies le 05 Décembre 2025

à :

Me SILVESTRI

Stéphanie LAPLANCHE ÉPOUSE

CHARLIER (ar)

Pub : EJ-Bodacc

Par jugement en date du 26 juillet 2023, le tribunal judiciaire de Bordeaux a prononcé l'ouverture de la liquidation judiciaire de Stéphanie LAPLANCHE épouse CHARLIER (ci-après la débitrice) et a désigné S.C.P. SILVESTRI BAUJET prise en la personne de Maître Jean-Denis SILVESTRI en qualité de liquidateur.

Par requête en date du 19 juin 2025, reçue au greffe le 26 juin 2025, la S.C.P. SILVESTRI BAUJET, prise en la personne de Maître SILVESTRI, sollicite la clôture de la procédure pour insuffisance d'actif.

La débitrice a été convoquée par acte de commissaire de justice du 01 septembre 2025, à l'audience du 07 Novembre 2025 à laquelle elle a comparu.

Par rapport du 04 novembre 2025, Madame le Juge Commissaire a émis un avis favorable à la clôture de la procédure pour insuffisance d'actif.

À l'issue des débats, l'affaire a été mise en délibéré au 05 Décembre 2025.

#### **MOTIFS :**

*Selon l'article L 643-9 du code de commerce, "lorsqu'il n'existe plus de passif exigible ou que le liquidateur dispose de sommes suffisantes pour désintéresser les créanciers, ou lorsque la poursuite des opérations de liquidation judiciaire est rendue impossible en raison de l'insuffisance de l'actif, ou encore lorsque l'intérêt de cette poursuite est disproportionné par rapport aux difficultés de réalisation des actifs résiduels la clôture de la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal, le débiteur entendu ou dûment appelé".*

En l'espèce, il résulte des rapports et explications donnés à l'audience qu'il n'existe plus aucun actif disponible pour mener à terme les opérations de liquidation.

Il convient donc de faire droit à la requête du liquidateur et de prononcer la clôture des opérations pour insuffisance d'actif.

#### **PAR CES MOTIFS**

**Le tribunal**, statuant par jugement contradictoire, en premier ressort, prononcé publiquement par mise à disposition au greffe dans les conditions de l'alinéa deuxième de l'article 450 du code de procédure civile,

**Prononce** la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de liquidation judiciaire de **Stéphanie LAPLANCHE épouse CHARLIER**.

**Constata** l'achèvement de la mission du liquidateur.

**Dit** qu'en application de l'article R 643-19 du code de commerce, dans les deux mois suivant l'achèvement de sa mission, le liquidateur déposera un compte-rendu de fin de mission dans les conditions prévues par les articles R 626-39 et R 626-40.

**Ordonne** l'accomplissement, à la diligence du Greffe, des mesures de publicité prévues à l'article R 621-8 du code de commerce.

**Rappelle** que le jugement de clôture ne fait pas recouvrer aux créanciers l'exercice individuel de leurs actions contre la débitrice, sauf dans les conditions prévues par l'article L 643-11 du code de commerce.

**Dit** que les frais de publicité du jugement et de citation seront à la charge du Trésor public.

**Ordonne** l'emploi des dépens du présent jugement en frais privilégiés de liquidation judiciaire.

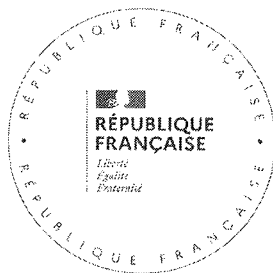
La présente décision a été signée par Madame Angélique QUESNEL, Présidente, et par Madame Christelle SENTENAC, Greffier.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Signé  
électroniquement :  
Christelle SENTENAC L0012209

Signé  
électroniquement :  
Angélique QUESNEL L0238032



Copie certifiée conforme à l'original.  
Le greffier,





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cette décision est extraite des minutes  
électroniques du greffe.

